

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**


Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	49	26

N° de la séance : 35

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Organisation des transports
entre le Département des Alpes-
Maritimes et la CASA - Avenant n°1 à la
convention cadre

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.194

Date de la convocation :
Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **23 DEC. 2016**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Henri GANNARD, Michel MAZUET, Angèle MURATORI, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

La C.A.S.A est autorité organisatrice de la mobilité, et est à ce titre compétente pour l'organisation des transports scolaires situés sur son ressort territorial. Ainsi, elle se substitue au Département des Alpes Maritimes pour l'exécution des transports scolaires.

La C.A.S.A et le Conseil Départemental des Alpes Maritimes collaborent afin de développer l'usage des transports collectifs et favoriser la complémentarité des réseaux de transport.

Par délibération n°2012.077 en date du 25 juin 2012, la C.A.S.A a approuvé une convention cadre relative à l'organisation des transports entre la C.A.S.A et le Département des Alpes Maritimes. Cette convention a pour objet de définir, d'organiser les transferts de services de transports scolaires, de fixer les montants des transferts financiers scolaires afférents ainsi que le montant de la compensation forfaitaire de la Ligne 200 pour les dessertes qu'elle effectue sur le territoire de la C.A.S.A.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'INSEE a supprimé trois séries d'indices dans la formule de révision des prix, aussi, il est proposé de définir au travers d'un avenant n°1 à la convention les indices de remplacement.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention cadre entre la C.A.S.A et le Conseil Départemental des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention cadre entre la C.A.S.A et le Conseil Départemental des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Avenant n°1
à la Convention cadre relative à l'organisation des transports entre le
Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, représentée par son président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI autorisé par délibération du Conseil communautaire en date du 19 décembre 2016.

Ci après dénommée la **C.A.S.A**,

D'une part,

Et :

Le département des Alpes-Maritimes représenté par le président du Conseil départemental, Monsieur Eric CIOTTI, autorisé par délibération de la commission permanente du

Ci après dénommé le **Département**,

D'autre part,

PREAMBULE

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et le Département des Alpes-Maritimes ont signé, le 13 septembre 2012, une convention définissant notamment les conditions de coopération entre les 2 collectivités, à la fois sur le transport scolaire et sur le transport régulier.

La convention prévoit notamment les conditions d'actualisation du transport scolaire et du transport régulier. Cependant au 1^{er} janvier 2016, un certain nombre d'indices ont été arrêtés par l'INSEE.

Article 1 : Actualisation du coût des transports scolaires

L'article 1.4 de la convention cadre définit les conditions d'actualisation des transports scolaires :

« Les versements (base de référence 2007) effectués par le Département feront l'objet d'une actualisation, au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$\frac{T}{To} = 0,50 \frac{S}{So} + 0,12 \frac{G}{Go} + 0,20 \frac{M}{Mo} + 0,08 \frac{R}{Ro} + 0,10 \frac{CVS}{CVSo}$$

T est le tarif départemental actualisé ;

To est le tarif en vigueur à la date d'effet de la convention ;

S est la somme :

- de la moyenne arithmétique des derniers indices trimestriels connus sur les quatre derniers trimestres des salaires, revenus et charges sociales – Salaires horaires de base de l'ensemble des ouvriers(indices trimestriels)- Activités économiques- Transports et entreposage- Code identifiant : 001567387 à laquelle est appliqué un taux de 80% ;

- et de la moyenne arithmétique des derniers indices trimestriels connus sur les quatre derniers trimestres des salaires, revenus et charges sociales- Salaires horaires de base de l'ensemble des ouvriers (indices trimestriels)- Activités économiques- Activités scientifiques et techniques- services administratifs et de soutien- Code identifiant : 001567395 à laquelle est appliqué un taux de 19% ;

G est la moyenne arithmétique des derniers indices connus sur les 12 derniers mois du prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- Indices divers- Métropole- Gazole- Code identifiant : 00641310 ;

M est la moyenne arithmétique des derniers indices connus sur les 12 derniers mois du prix de l'offre intérieure des produits industriels – Autobus et autocars- Code identifiant : 001559272 à laquelle est appliqué un coefficient de raccord de 1,0547 ;

R est la moyenne arithmétique des derniers indices connus sur les 12 derniers mois du prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- France (Métropole + DOM)- par fonction de consommation- Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels- Code identifiant : 00637897 ;

CVS est la moyenne arithmétique des derniers indices connus sur les 12 derniers mois du prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- Indices sous-jacents CVS- Métropole- Services- Code identifiant : 00641339 ;

So, Go, Mo, Ro, CVSo correspondent à la moyenne arithmétique des indices sur les 12 mois précédant le 1^{er} janvier 22007, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006 ;

La formule de révision pourra être adaptée soit selon les préconisations de l'INSEE en cas de remplacement d'un de ces indices, soit par avenant en cas de disparition ou de suspension d'un de ces indices sans préconisation de remplacement de l'INSEE. »

A partir du 1^{er} janvier 2016, l'INSEE a arrêté 3 séries d'indices :

- Le gazole : 641310
- CVS : 641339
- L'indice réparation : 637897.

Les 2 premiers indices peuvent être remplacés par 2 indices totalement équivalents en termes d'indexation depuis 2013, à savoir :

- Gasoil : 1764283
- CVS : 1769685

Par contre pour la réparation, l'indice réparation le plus proche est le 1764109.

L'article 1.4 de la convention initiale est ainsi modifié :

« Les versements (base de référence 2016) effectués par le Département à la C.A.S.A feront l'objet d'une actualisation, au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$T = T_o * (0,50 \frac{S}{S_o} + 0,12 \frac{G}{G_o} + 0,20 \frac{M}{M_o} + 0,08 \frac{R}{R_o} + 0,10 \frac{CVS}{CVS_o})$$

T est le coût actualisé ;

T_o est le coût référence 2016, soit 679 118,29 € ;

S est la somme de :

- la moyenne arithmétique des quatre indices trimestriels de l'année précédente à laquelle est appliqué un taux de 80% – Indice des taux de salaire horaire des ouvriers- Transports et entreposage- Code identifiant 001567387;
- la moyenne arithmétique des quatre derniers indices trimestriels de l'année précédente à laquelle est appliqué un taux de 19% - Indice des taux de salaire horaire des ouvriers- Activités scientifiques et techniques- Services administratifs et de soutien- Code identifiant : 001567395;

G est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente- Indice des prix à la consommation- Base 2015- Ensemble des ménages- France métropolitaine- Gazole- Code identifiant : 001764283 ;

M est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente- Indice des prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPS 29.10- Autobus et autocars- Base 2010- Code identifiant 001653206 ;

R est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente- Indice des prix à la consommation- Base 2015- Ensemble des ménages- France métropolitaine- Entretien et réparation de véhicules particuliers-- Code identifiant : 001764109 ;

CVS est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente ; Indice d'inflation sous-jacente- Base 2015- Ensemble des ménages- France métropolitaine- Services- Code identifiant : 001769685 ;

So, Go, Mo, Ro, CVSo correspondent à la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédant 2016, soit du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 ;

La formule de révision pourra être adaptée soit selon les préconisations de l'INSEE en cas de remplacement d'un de ces indices, soit par avenant en cas de disparition ou de suspension d'un de ces indices sans préconisation de remplacement de l'INSEE.

Article 2 : Actualisation du coût des dessertes urbaines réalisées par les lignes départementales

L'article 2.5 de la convention cadre définit les conditions d'actualisation du transport régulier :

« Les versements (base de référence 2012) effectués par la CASA au délégataire du Département en charge de l'exploitation de la ligne 200 feront l'objet d'une actualisation, au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$\frac{T}{To} = 0,05 + 0,95 * \left[0,50 \frac{(S + CH_n)}{(So + CH_o)} + 0,12 \frac{G}{Go} + 0,18 \frac{M}{Mo} + 0,08 \frac{R}{Ro} + 0,12 \frac{CVS}{CVSo} \right]$$

T est le coût actualisé ;

To est le coût en vigueur à la date d'effet de la convention ;

G sont les indices mensuels de l'année N Indice des prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- Indices divers- Métropole- Gazole, identifiant : 00641310 ;

S est l'indice Salaires Transports, identifiant 1567433 ;

R est l'indice mensuel Entretien et réparation, identifiant : 00638814;

CVS est l'indice mensuel de l'année n « Indice des prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- Indices sous-jacents CVS- Métropole- Services », identifiant : 00641339 ;

M est l'indice mensuel de l'année n « IP de l'offre intérieure des produits industriels – Autobus et autocars », identifiant : 1559272 ;

CH est le taux de charge moyen mensuel du délégataire du Département fixé à 51,8% tel qu'annexé au contrat de délégation de service public du Département.

So, Go, Mo, Ro, CVSo correspondent à la moyenne arithmétique des indices sur les 12 derniers mois précédant le 1^{er} janvier 2012, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

La formule de révision pourra être adaptée soit selon les préconisations de l'INSEE en cas de remplacement d'un de ces indices, soit par avenant en cas de disparition ou de suspension d'un de ces indices sans préconisation de remplacement de l'INSEE.

A partir du 1^{er} janvier 2016, l'Insee a arrêté 3 séries d'indices :

- Le gazole : 641310
- CVS : 641339
- L'indice réparation : 638814

Les 2 premiers indices peuvent être remplacés par 2 indices totalement équivalents en termes d'indexation, depuis 2013, à savoir :

- Gas oil : 1764283
- CVS : 1769685

Par contre pour la réparation l'indice réparation le plus proche est le 1764109.

L'article 2.5 de la convention initiale est modifié comme suit :

« A compter du 1^{er} janvier 2016, les versements (base de référence 2012) effectués par la CASA au délégataire du Département en charge de l'exploitation de la ligne 200 feront l'objet d'une actualisation, au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$\frac{T}{To} = 0,05 + 0,95 * [0,50 \frac{(S + CHn)}{(So+CHO)} + 0,12 \frac{Go}{Go} + 0,18 \frac{M}{Mo} + 0,08 \frac{R}{Ro} + 0,12 \frac{CVS}{CVSo}]$$

T est le coût actualisé ;

To est le coût en vigueur à la date d'effet de la convention ;

S est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente -Indice Salaires Transports, identifiant 1567433 ;

G est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente - Indice des prix à la consommation- IPC- Ensemble des ménages- Indices divers- Métropole- Gazole, identifiant : 001764283 ;

R est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente -Indice mensuel Entretien et réparation, identifiant : 001764109;

CVS est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente ; Indice d'inflation sous-jacente - Base 2015- Ensemble des ménages- France métropolitaine- Services- Code identifiant : 001769685 ;

M est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année précédente - IP de l'offre intérieure des produits industriels – Autobus et autocars », identifiant : 01653206 ;

CH est le taux de charge moyen mensuel du délégataire du Département fixé à 51,8% tel qu'annexé au contrat de délégation de service public du Département.

So, Go, Mo, Ro, CVSo correspondent à la moyenne arithmétique des indices sur les 12 derniers mois précédant le 1^{er} janvier 2012, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011.

La formule de révision pourra être adaptée soit selon les préconisations de l'INSEE en cas de remplacement d'un de ces indices, soit par avenant en cas de disparition ou de suspension d'un de ces indices sans préconisation de remplacement de l'INSEE.

Article 3 : Modalités de paiement

Le quatrième alinéa de l'article 3 est ainsi modifié :

- Les montants annuels des transferts cités au point 1.2.2 seront de 679 118,29 € à compter de l'année scolaire 2016-2017.

Article 4 : Autres dispositions

Les autres dispositions prévues dans la convention cadre du 13 septembre 2012 restent inchangées.

Les dispositions du présent avenant priment sur cette dernière en cas de contradiction.

Fait en deux exemplaires, à Nice le

**Pour le département des
Alpes-Maritimes,
Le président du Conseil départemental,**

**Pour la Communauté d'agglomération
Sophia Antipolis,
Le président,**

Eric CIOTTI

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_194
Nature : DE - Deliberations
Objet : Organisation des transports entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA - Avenant n.1 à la convention cadre
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : mjogROv

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_194-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_194
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Organisation des transports entre le D?partement des Alpes-Maritimes et la CASA - Avenant n.1 ? la convention cadre
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_194-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20161219-CC_2016_194-DE-1-1_2.PDF